Selon nous il ne reste que deux voies de salut :

1o. Rester comme nous sommes avec l'espoir d'améliorer notre position.

2o. Agiter, demander et obtenir une séparation amiable de l'Angleterre.

Toute supposition qui diffère des deux précédentes tendrait à nous replacer dans l'état d'illotisme abject dont sir Chs. Bagot et la force des choses semblent essayer de nous tirer.

Il n'est pas d'autre alternative pour qui veut penser et parler franchement.

Voyons en quelques mots ce qu'il faut faire.

Si nous voulons rester comme nous sommes et obtenir par notre position les avantages auxquels le pays a droit d'espérer, il faut non-seulement avoir confiance, mais exprimer notre confiance non pas aux hommes, mais à l'ensemble des hommes qui gouvernent. Il faut donner de la force à Sir Chs. Bagot en exprimant notre approbation de ce qu'il a fait ; il faut donner de la force à ceux de ses conseillers qui nous appartiennent en leur demandant beaucoup, en leur témoignant que nous attendons d'eux beaucoup. Soyons certains que nos ennemis ne négligent rien pour perdre Sir Chs. Bagot auprès des gouvernants et *home* ; soyons certains que nous ne devons attendre nul appui de l'opinion influente en Angleterre. Il faut donc un effort surhumain de notre part pour contrebalancer les puissants moyens qui seront mis en jeu pour nous nuire. Puisque notre position réelle est si vile, nos avantages si précaires qu'ils dépendent presque d'un simple changement de gouverneur donnons au moins à ce gouverneur de la force morale et même physique s'il le faut ; tâchons de le conserver afin qu'il poursuive jusqu'au bout sa tâche et qu'on sache en définitive combien on peut attendre d'un gouvernement anglais représenté même par le moins hostile de ses mandataires.

Il faut au plus tôt organiser des assemblées publiques afin d'exprimer noblement sans crainte, sans flatterie ce que nous pensons de ce qui a été fait, ce que nous espérons obtenir encore et à quel prix nous célébrons nos avantages.

« Mais, disent quelques personnes, il vaudrait mieux attendre que le ministère ait fait quelque chose. » Halte-là. Dès que le ministère aura fait quelque chose il y aura peut-être aussitôt différence d'opinion ; ce qui sera beaucoup par rapport à sa position paraîtra peu à quelques uns, mal à quelques autres ; nous serons donc plus faibles. Aujourd'hui il ne peut y avoir dissidence : il faut agir. Que les hommes d'influence s'entendent donc afin de pousser un peu le peuple qui attend tout d'eux ; laissons de côté pour un moment au moins les petites classifications de coterie jalouses et travaillons ensemble à la cause publique, au bien commun. Citoyens âgés, riches et influents remuez vous, agissez et promptement ; car, si vous restez indifférents, la jeunesse active, les citoyens plus humbles entreprendront un travail qui vous appartient, le feront trop chaudement pour vous goûts plus mûrs et vous vous plaindrez. Hâtez-vous ; car nous vous le disons, plus sérieusement peut-être que ne le comporte notre mission : si vous n'agissez pas sur la première de nos propositions il faudra, et vous les premiers, marcher sur la deuxième, c'est-à-dire : Agiter, demander, obtenir une séparation amiable de la mère-patrie. Ainsi encore une fois agissez, agissez.

Nous développerons ce dernier point dans un prochain numéro, non pas que nous croyions qu'il faille immédiatement pratiquer ses doctrines ; mais parceque, du train où vont les choses, il faut que l'opinion populaire soit prête sur toutes les éventualités

En attendant, toujours, nous espérons que les observations et les suggestions que nous avons faites plus haut seront écoutées et fructifiées ; on doit du moins les accepter sans défiance, car l'on sait que nos instincts nous poussent rarement vers les gens du pouvoir.

Elections Municipales.

Nous remarquons avec plaisir que des assemblées s'organisent dans chaque quartier afin de choisir des candidats pour les élections municipales qui approchent. Il nous paraît cependant y avoir quelque louche sur les professions de foi diverses, qui servent de cri de ralliement. Les uns disent qu'ils sont en faveur des améliorations raisonnables. Les autres en faveur des améliorations modérées ; ce qui veut dire que tous les hommes bien disposés et bien pensants voudraient voir taxer.....les autres.

Voilà sur quoi l'on devrait bien s'entendre. Les conseillers sont tous propriétaires ; il vont peut-être par grandeur d'âme taxer les propriétés ; mais une taxe sur les propriétés tombe par ricochet sur la classe industrielle. Or voilà ce qu'il faut bien comprendre. Puisque la classe industrielle est déjà indirectement taxée, il ne faut pas la taxer directement. Crions donc : *Point de Taxes sur l'Industrie.* Taxez tant que vous voudrez le haut commerce ; la concurrence empêchera qu'il en profite pour écraser trop le négoce inférieur. Taxez fort les revenus et les objets de luxe parceque ceux qui en ont et qui en usent, jouissent plus que tous les autres des améliorations qu'on peut opérer dans la ville ; ils en jouissent d'abord directement pour leur propre usage, puis leurs revenus se consolident par la valeur additionnelle qu'acquièrent leurs propriétés. Comme le petit peuple n'est pas personnellement représenté dans le conseil de ville il faut qu'il fasse bien la leçon d'avance à ceux qu'il se propose d'y envoyer.

Voici donc ce que doivent dire ceux qui veulent entrer au conseil :—

Pas de taxes sur l'industrie, comme voulait en imposer la corporation agonisante.

Nous ferons payer les riches plus cher proportionnellement que les pauvres, parceque celui qui a beaucoup peut donner un peu tandis que celui qui ne possède rien et qui ne gagne que peu ne doit, ne peut payer beaucoup, comme le prétendait la corporation agonisante.

Pas de sinécures ; parcequ'il est injuste de taxer le travail pour faire rouler voiture à des paresseux.

Pas d'officiers publics insolents avec les petits, serviles avec les grands, intrigants avec tout le monde, parceque le public qui paie pour faire honnêtement son ouvrage, ne veut avoir ni des valets, ni des maîtres, ni des courtisans.

Pas de restrictions tyranniques sur ceux qui nous apportent la nourriture, parceque le climat, les mauvais chemins, tourmentent déjà bien assez le cultivateur et que les comestibles ne peuvent être à trop bon marché.

Pas de Police payée par le peuple, au service du gouvernement ; parceque qui paie doit commander.

Insulte au culte Religieux.

Des personnes de St. Thomas nous racontent le fait suivant qui se serait passé dans leur paroisse et que nous croyons devoir signaler afin d'infliger au moins au coupable la punition de la publicité. Nous citerons sans commentaire.

Un monsieur, entra un dimanche dans l'église durant la messe et après avoir ricané de manière à attirer l'attention générale, il alla, au moment de la communion s'agenouiller avec les autres communiants et de suite après l'avoir reçue comme eux il se leva et s'en retourna en crachant, riant et faisant divers autres gestes de mépris. Comme on doit le penser cette conduite excita chez tous ceux qui étaient présents un vif mecontentement qui faillit se traduire par autre chose que par des remontrances ; mais le bon esprit public prit le dessus et on laissa aller sans molestation cet *espiègle* d'un nouveau genre qui aurait cependant mérité tout ce qui aurait pu lui arriver de fâcheux. On nous dit que cet acte de méchante sottise aurait été revélé publiquement dans les journaux et l'auteur n'en avait pas été un *officier public*. Il nous semble à nous que c'est justement à cause de cela qu'il faut le signaler.

THÉATRE DE SOCIÉTÉ.

Nous voyons avec plaisir dans quelques journaux l'annonce d'une soirée musico-dramatique pour Mercredi prochain 16 courant. Mr Chs. Sauvageau, son fils et quelques autres musiciens de cette ville, favorablement connus, se feront entendre dans des morceaux choisis, et les principaux acteurs de la société des amateurs typographes, que le public a fêté puemment en l'occasion d'applaudir, donneront une petite pièce composée pour eux par Mr Petitclair, jeune écrivain qui a déjà obtenu des succès sur la scène privée dans quelques essais dramatiques de couleur locale. Les personnes qui ont assisté à quelques répétitions disent que ce dernière pièce lucion est des plus récréatives et que le jeu de quelques uns des acteurs promet surtout une soirée véritablement délicieuse. Les amateurs de récréations innocentes ne manqueront pas de se rendre à l'invitation de Mr. Sauvageau et de ses collaborateurs afin de les encourager à organiser de nouveaux passe-temps pour égayer un peu la triste saison qui commence à nous enlacer.

NOUVELLES DE SIR CHS. BAGOT. Des personnes arrivées ce matin de Kingston dont elles étaient parties Jeudi dernier nous apprennent que Son Excellence était considérée comme hors de danger.

ANNONCES.

Aide-toi le ciel t'aidera.

VENTE ETENDUE DE MARCHANDISES SÈCHES, &c.

Seront vendus MERCREDI prochain le 16 du courant et les jours suivants, jusqu'à ce que le tout soit positivement vendu, aux magasins de Messrs. BULLIGATT & Co, rue St Jean :—

TOUT leur fonds de commerce comprenant un assortiment général et étendu de marchandises sèches &c.

☞ Les partie assorties seront données dans les catalogues.

La vente commencera à DEUX heures chaque jour

G. D BALZARETTI.

Québec, 11 novembre 1842.

PELLETERIES A VENDRE.

LE Soussigné vient de recevoir et offre en vente, à vente privée, l'assortiment suivant de pelleteries :—

Manchons et Boas de mutre Zibeline
do do d'Ecureil de Sibérie
Operas de Zibeline
do d'Agneau
Casques de l'outre en Couronne de Oonique
do de Zibeline en do do
do de Martre véritable do do
do de loup marin à la Sydenham et du Canada
Casquettes de drap avec bandes de Zibeline
Fabliers Carcajou, Chat du Mexique, Chat sauvage et l'outre.

—AUSSI—

1 000 Peaux entières d'Ecureil de Sybérie en gros ou en détail pour quelques jours seulement.

N. B. Les Marchands de Pelleteries feront bien de ne point perdre cette occasion, comme ces articles méritent leur attention.

☞ Les articles ci-dessus seront vendus à bas prix pour argent comptant ou pour des billets endossés approuvés.

G. C. BALZARETTI.

Québec, 8 Novembre 1842.

A VENDRE.

100 ACRES de terre dans le Township de Brougham No 25 au 9ème. rang.

S'adresser au bureau du Fantasque.

Québec 27 Octobre, 1842

JOS. LYONNAIS,

LUTHIER,

ST. ROCH, RUE DES PRAIRIES. No. 31.

INFORME respectueusement ses amis et le Public en général qu'il est prêt à faire ou réparer tout instrument de musique, à des prix modérés. Il offre en vente quelques VIOLONS et CLARINETTES.

Québec, 31 octobre 1842.

L'ARTISAN,

JOURNAL POLITIQUE, DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

CE Journal se publie deux fois par semaine, le LUNDI et le JEUDI, dans la matinée, à l'imprimerie de *l'Argus*. PRIX : DEUX SOUS. Souscription : QUINZE SOUS par mois, outre les frais de poste ; payable d'avance. Les ANNONCES insérées aux mêmes conditions des autres journaux. Toutes lettres, communications, etc., doivent être adressées franches de port, à

J. HUSTON,
C. BERTRAND, } Propriétaires.

Québec, 11 Octobre 1842.